



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

**Unité Départementale du Havre
Équipe Territoriale**

Affaire suivie par : Stéphanie MACÉ
Tél : 02.35 19 32 76- Fax : 02 35 19 32 99
Mél. : stephanie.mace@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté du 11 AOÛT 2020

mettant en demeure la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE à OUDALLE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre d'exploiter du 28 juillet 2005 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE ;
- Vu l'arrêté n° 19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à monsieur Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 juillet 2020 ;
- Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

que lors de l'inspection du 10 juin 2020, l'inspection a constaté que le justificatif du dernier contrôle de son installation d'extinction automatique incendie faisait état de 3 non-conformités avec risque d'échec de l'installation et que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée de 2 non-conformités sur les 3 ;

qu'en l'absence de cette justification, l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer du bon fonctionnement de ce moyen en cas d'incendie ;

que ce constat est contraire à la disposition de l'article IX.3.1.2 B) de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2005 qui impose : « les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur. Ils doivent être contrôlés à la réception puis au moins une fois par an par un organisme agréé. » ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE de respecter la prescription de l'article sus-visé de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2005 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SAS PARC PONT DE NORMANDIE dont le siège social est situé 22 rue du docteur Lancereaux - 75008 PARIS est mise en demeure de respecter sous 1 mois les dispositions de l'article IX.3.1.2 B) de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2005 en justifiant de la conformité de l'installation d'extinction automatique incendie de l'établissement à un référentiel en vigueur.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est à prendre en compte dès la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre mois pour les tiers intéressés (article R.514-3-1 du code de l'environnement).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, le maire de la commune d'OULDALLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE.

Fait à ROUEN, le

11 AOÛT 2020

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
le secrétaire général,


Yvan CORDIER